

BILAN D'ACTIVITÉ 2018

Éducation Formation Emploi

#MondeEnCommun



L'éducation, la formation tout au long de la vie et l'accès à l'emploi décent tiennent une place prioritaire dans l'agenda international du développement et dans la politique du gouvernement français. Leur rôle est capital dans la réduction des vulnérabilités et des inégalités, mais aussi dans la stimulation des opportunités pour assurer l'émancipation, la mobilité sociale et l'insertion citoyenne, économique et professionnelle de toutes et tous.

La capacité d'adaptation et d'innovation des individus, du secteur privé et de la société civile face aux transformations technologiques, écologiques, économiques et sociales dépend directement de leur accès aux savoirs et aux savoir-faire. Éducation, formation et accès à l'emploi sont autant de leviers qui renforcent la confiance des populations dans les politiques publiques.

Malgré les progrès de la scolarisation obtenus au cours des 15 dernières années, les enjeux restent considérables, notamment sur le continent africain. Des enjeux liés à l'équité d'accès, à la qualité des formations et à une gouvernance efficiente et inclusive aux niveaux national et territorial, en fonction des besoins de tous les territoires et de toutes les populations, notamment les plus vulnérables.

Pour le groupe AFD, le développement humain est un prérequis au développement durable et à la résilience des pays face aux crises et au changement climatique. 2018 a été une année de réinvestissement du secteur par l'engagement de la France au Partenariat mondial pour l'éducation, ce qui se traduit dans l'activité de l'AFD.

Autorisations de financement 2018

Cible 2016-2020 - 300 M€/an, soit 1,5 MD€ sur cette période



282,5 M€

en direction des États étrangers,
soit 2,5 % des montants totaux
engagés par le groupe AFD

Résultats visés

Les financements autorisés en 2018 dans les États étrangers permettront dans les 4 prochaines années à :

Éducation de base

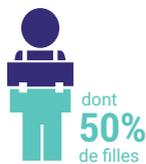
1,9 million

d'élèves de suivre un cycle primaire



364 000

élèves de suivre
un cycle
secondaire



1,2 million

d'élèves d'achever
leur cycle primaire



93 000

enseignants et
directeurs d'école du
cycle primaire de bénéficier
directement de formations

Ces financements permettront également de concrétiser certains des engagements du discours de Ouagadougou* :

Appuyer

les dispositifs de formation continue des enseignants du secondaire dans 3 pays : Sénégal, Côte d'Ivoire, Liban

Renforcer

les compétences des enseignants en français au cycle primaire dans 5 pays : Burundi, Côte d'Ivoire, Liban, Sénégal, Tchad

Alphabétiser

16 190 jeunes et adultes dont 60 % de femmes dans des pays du Sahel (Burkina Faso, Mali, Tchad)

*Allocation prononcée en novembre 2018 par le président Macron, mettant l'accent entre autres sur le rôle fondamental de l'éducation, la formation professionnelle et l'enseignement supérieur.

Autorisations de financement 2018 / suite

Résultats visés

Les financements autorisés en 2018 dans les États étrangers permettront dans les 4 prochaines années à :

Formation professionnelle

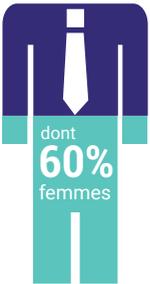


92 000
jeunes d'être accueillis
dans des dispositifs
de Formation
professionnelle
Initiale soutenus
par l'AFD



En 2018,
l'AFD a priorisé
l'accompagnement
professionnel des jeunes
vulnérables dans 4 pays
d'intervention : Jordanie,
Tchad, Liberia, Mauritanie

Emploi



17 500
jeunes, directeurs ou
salariés de bénéficier
de services et programmes
d'emploi et d'insertion
soutenus par l'AFD

2 460
entreprises de bénéficier
d'appuis à l'amélioration de
la qualité des emplois (finance-
ment et accompagnement)



dont **60%**
d'entreprises dont
le directeur est
une femme

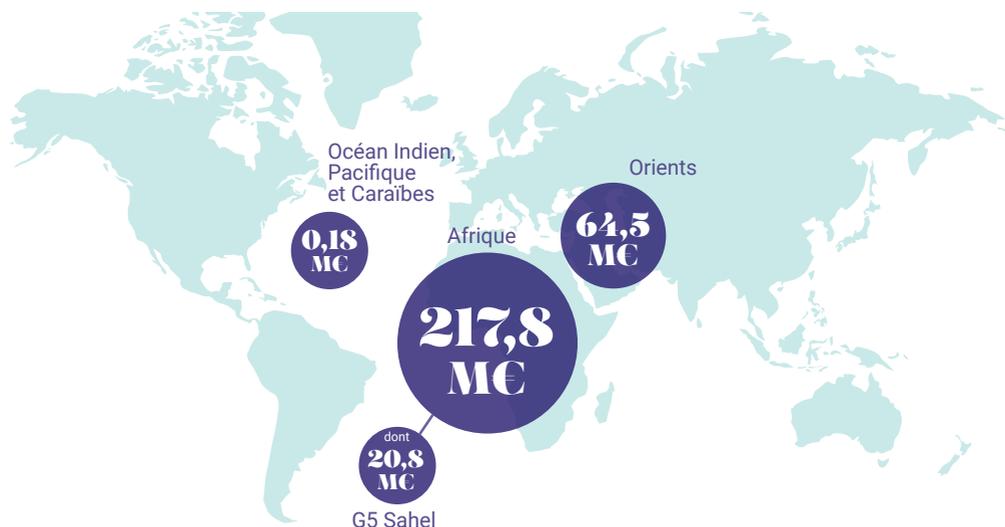


Soutenir l'entrepreneuriat

notamment féminin, dans 4 pays d'Afrique de l'Ouest en accompagnant l'innovation technologique dans la transformation des produits agricoles (Burkina Faso, Mali, Tchad, Sénégal)

Répartition géographique

Financements autorisés en 2018



dont
115,27
M€

accordés dans des pays fragiles, soumis à des crises et conflits (Tchad, RDC, Burkina, Liban, Burundi, Jordanie)

Total des autorisations d'engagements 2018 / 282,5 M€

Après un recul des financements autorisés dans le secteur de l'éducation en 2017, les autorisations de financement sont de nouveau en hausse sur l'année 2018 et poursuivront leur progression en 2019. Ils se concentrent sur le pourtour méditerranéen (23 %) et le continent africain, largement prioritaire (Afrique subsaharienne et Maghreb) avec 77 % des financements. 40 % de ces appuis portent sur des pays fragiles, impactés par des conflits, des déplacements de population ou en situation post-conflit.

Répartition par outil financier

Subventions

Répartition des subventions :

182 M€
de subventions



État français



de délégations
de fonds dont
50 M€ de C2D



Les dons de l'État français sont concentrés sur l'Afrique (73 %) et les pays pauvres prioritaires (84 %)

Le montant des subventions a progressé en 2018. Le volume de délégations de fonds reste important grâce aux programmes d'annulation de dettes (C2D) et à plusieurs délégations du Partenariat mondial pour l'éducation (PME), au Sénégal et au Burundi en particulier. En 2018, l'AFD a été choisie comme délégataire des fonds du PME dans 3 nouveaux pays : Sénégal, Niger et Guinée. Les financements du PME au Niger et en Guinée seront accordés en 2019 ou en 2020, de même qu'une dotation additionnelle au Burkina Faso et au Burundi.

Prêts

100 M€
de prêts
dont 100 %
de prêts
souverains



Répartition
géographique
des prêts :



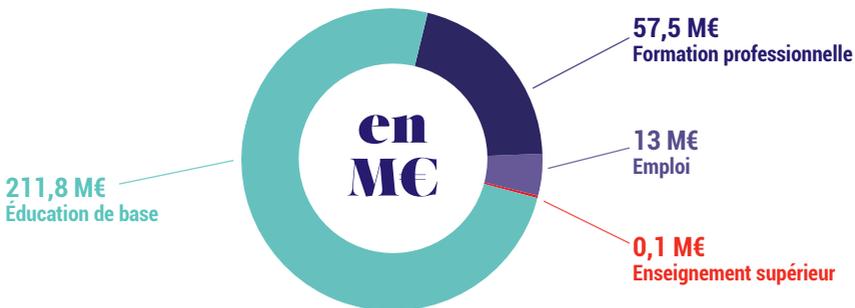
75%
Maghreb,
Moyen-Orient,
Asie

Les années 2017 et 2018 ont connu une forte baisse des montants accordés sous forme de prêts dans le secteur de l'éducation, de la formation et de l'emploi, en lien avec le resserrement géographique sur le continent africain, principalement francophone, et les pays fragiles. Les dispositifs de mixage prêt-don mis en place au Liban et au Sénégal permettent d'accompagner à la fois des capacités d'investissement ambitieuses, des programmes structurants de renforcement des capacités ainsi que l'amélioration de la qualité des enseignements et de l'efficience des systèmes.

Répartition par axe stratégique

L'action de l'AFD s'inscrit de plus en plus au sein du continuum éducation-formation-emploi tant les enjeux sont imbriqués et les parcours diversifiés tout au long de la vie. Nous intervenons dans cette logique dans plusieurs pays : en 2018 en Côte d'Ivoire, en Mauritanie et au Sénégal (soutien aux ministères du secteur), au Niger (fonds commun associant tous les ministères du secteur) et à travers le financement de l'Institut international de planification de l'éducation de l'UNESCO (IIPE).

Montant des engagements 2018



L'AFD contribue à financer de nombreux programmes régionaux (15,5 M€ en 2018)

Cette approche multi-pays permet de structurer les appuis de l'AFD autour :

- de plateformes d'expertise dans les domaines de l'éducation, de la formation et de l'emploi (par exemple la professionnalisation des enseignants ou l'appui au renforcement des entreprises sur le numérique)
- de programmes d'aide à la décision comme par exemple le Pôle de Dakar, qui permet d'accompagner le pilotage des systèmes éducatifs, ou bien le programme PASEC qui permet d'évaluer les apprentissages des élèves
- de la production de connaissances et du soutien à la recherche

Répartition par axe stratégique / suite

Part des projets inscrits dans les axes transversaux de l'AFD :

Les projets agissent souvent sur plusieurs transitions.

Vulnérabilités



des projets visent la réduction des vulnérabilités pour améliorer la résilience des personnes et des territoires à travers des interventions ciblées et rapides via des ONG et des collectivités locales, et des appuis structurants aux institutions de l'État (alphabétisation, autonomisation économique, insertion professionnelle des femmes et des jeunes, inclusion scolaire des populations réfugiées).

Transitions



des projets visent l'accompagnement des transitions démographiques, sociales (dont l'égalité femmes-hommes), écologiques et numériques qui conditionnent la mutation des modèles de développement et l'adhésion des populations. En 2018, les appuis portent sur l'innovation technologique dans l'entrepreneuriat, sur des transitions sociales autour de l'insertion vers l'emploi, l'allongement de la scolarisation des filles, la lutte contre les violences scolaires, l'autonomisation des femmes...

Gouvernance



des projets contribuent à l'amélioration de la qualité de la gouvernance dans le secteur : soutien aux institutions publiques afin de renforcer la légitimité de l'action publique (appuis budgétaires en Côte d'Ivoire, RDC, Niger, Sénégal) ; appuis aux collectivités locales et communautés afin de faciliter l'inclusion des populations (cadres de gouvernance inclusifs et multi-acteurs au Sénégal, au Liberia et au Burundi).

Indicateurs de suivi qualitatif

- Les financements engagés en 2018 dans le secteur de l'éducation, la formation et l'emploi ont vocation à atténuer les vulnérabilités, notamment des jeunes de zones défavorisées, et à réduire les inégalités femmes-hommes via l'allongement des scolarités au secondaire et l'appui à l'autonomisation des femmes (alphabétisation, accès à l'emploi ou auto-emploi).
- Les projets soutiennent les transitions numériques dans l'enseignement supérieur ou la formation des enseignants (création d'une plateforme pour le développement de compétences et de supports de formation numériques).
- Les appuis aux zones les plus fragiles ou en crise ont été développés grâce à des partenariats avec des organisations de la société civile et à travers le lien avec les collectivités territoriales.

Sur l'ensemble des projets Éducation-formation-emploi alloués en 2018 :



des projets favorisent l'égalité femmes-hommes dont 55 % de projets notés CAD1 et 10 % de projets notés CAD2 suivant les marqueurs de développement de l'OCDE *

* Les projets notés CAD2 signifient que l'égalité des sexes est l'objectif principal du projet ; les projets notés CAD1 signifient que l'égalité des sexes est un objectif important et délibéré, mais pas la raison principale de la réalisation du projet.



30%
des projets appuient l'entrepreneuriat



15%
de projets en co-financement, notamment avec le PME et la Coopération suisse



45%
des projets intègrent le numérique



de projets orientés sur l'éducation de base appuient la formation des enseignants

45%

des projets associent des organisations de la société civile

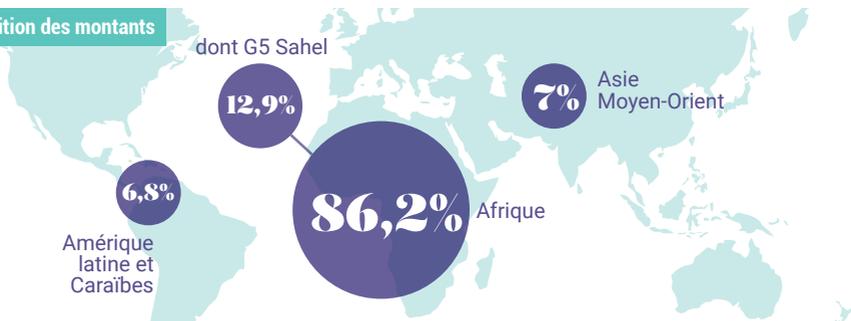


50%
des projets de formation professionnelle appuient la formation des formateurs

Projets en cours

Au 31 décembre 2018, **124 projets** en cours d'exécution dans le secteur de l'éducation, la formation et l'emploi, représentant un montant total de **1,6 milliard d'euros** dont **1,2 milliard** reste à verser.

Répartition des montants



Résultats effectifs

En 2018, les projets en cours d'exécution financés par l'AFD ont permis à :



819 000
enfants de suivre
un cycle en primaire

131 900
jeunes de suivre
un cycle secondaire

536 000
enfants d'achever
leur cycle primaire

167 350 jeunes de suivre des dispositifs de Formation professionnelle Initiale soutenus par l'AFD

13
établissements
d'enseignement
supérieur de
bénéficier d'appuis
depuis 2016

L'AFD a également permis de :

- **appuyer** l'évaluation des apprentissages au cycle primaire via le programme PASEC dans 15 pays
- **financer** des programmes d'emploi et d'autonomisation des femmes dans 10 pays
- **appuyer** la formation des enseignants : formation professionnelle et continue dans 14 pays et formation initiale dans 11 pays
- **renforcer** la qualité des apprentissages via des plateformes d'expertise sur le pilotage de la qualité (Pôle de Dakar qui couvre 6 pays) et sur la professionnalisation des enseignants (plateforme d'expertise APPRENDRE qui couvre 26 pays)
- **renforcer** une approche alignée sur les politiques sectorielles, gage d'efficacité de l'aide. L'AFD intervient sur cette modalité alignée via des aides budgétaires sectorielles, des fonds communs et des budgets d'affectation spéciale dans 8 pays

Projets en cours

Le graphique ci-dessous représente le volume financier en cours d'exécution sur l'ensemble des projets dans le secteur et l'évolution des autorisations de financement de nouveaux projets.



Production de connaissances et partenariats :

L'année 2018 a été marquée par l'organisation d'une conférence internationale « Afrique : quelle école pour demain ? », qui a donné lieu à la publication d'une brochure sur les idées reçues sur l'éducation en Afrique et d'un numéro spécial avec *Le Monde* sur l'éducation en Afrique.

L'AFD a lancé une étude sur les modalités de financement de l'enseignement supérieur ainsi qu'une note technique sur les besoins en formation dans le secteur de l'énergie. En outre, une revue des interventions de l'AFD dans le champ de la formation agricole et rurale a été conduite pour proposer une méthodologie d'intervention plus efficace. L'AFD a enfin initié un soutien à la recherche en éducation en Afrique francophone à travers le programme APPRENDRE.

4 partenariats ont été soutenus avec des acteurs français et multi-partenaires :

- pour la seconde chance et l'insertion des jeunes avec l'Institut européen de coopération et de développement (IECD)
- pour des études sur les qualifications professionnelles et l'emploi avec le Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CEREQ)
- pour des travaux sur l'enseignement des sciences avec l'Académie des sciences
- et pour la capitalisation et les échanges de pratiques et de savoir sur les vulnérabilités et le lien humanitaire-développement avec le réseau international INEE

Pour un monde en commun

Le groupe Agence française de développement (AFD) est un établissement public qui finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et durable. Plateforme française d'aide publique au développement et d'investissement de développement durable, nous construisons avec nos partenaires des solutions partagées, avec et pour les populations du Sud.

Nos équipes sont engagées dans plus de 4 000 projets sur le terrain, dans les Outre-mer et dans 115 pays, pour les biens communs de l'humanité – le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé.

Nous contribuons ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable. Pour un monde en commun.



www.afd.fr - Twitter : @AFD_France - Facebook : AFDOfficiel

5, rue Roland-Barthes - 75598 Paris cedex 12 - France - tél : +33 1 53 44 31 31